

Chapitre 12

Les lieux de l'économie urbaine

Si la ville paraît retrouver une certaine activité économique du fait de l'apport d'artisans et de commerçants musulmans et juifs, comme l'attestent bon nombre de documents et de témoignages de l'époque, par contre, nous sommes que très peu renseignés sur la diversité de ces métiers et commerces et leur répartition exacte à travers l'espace urbain.

Cette nomenclature limitative, comme on peut bien le constater des lieux de l'économie urbaine, tente de cerner tant soit peu certains aspects de la vie économique.

Les établissements collectifs

Les Hammams

Si l'on considère la mosquée comme étant le lieu de la purification des âmes, le hammam, quant à lui est considéré comme étant le lieu de la purification des corps. En cela, la fonction sociale du hammam vient compléter celle de la mosquée. Ce qui explique, d'ailleurs, la présence du hammam toute proche de celle de la mosquée et en constitue le plus souvent un bien haboussé le plus important rattaché à la mosquée. Cette situation, qui est commune à toutes les villes arabo-musulmanes, paraît certainement plus clairement illustrée par le cas d'Oran où les hammams ont été construits autour des mosquées. C'est le cas de la Grande Mosquée dite du Pacha, dont le hammam attenant est situé derrière la mosquée, rue de Gênes, ainsi que les bains attenants à la Mosquée Sidi El Houari, construits en 1799 par le bey Osman sur l'ancienne Plaza Mayor.

Il existait également des hammams réservés à la communauté juive qui tenait à disposer de son *Mikvé* (bassin à l'intérieur du hammam pour le bain rituel des femmes).

Les cafés

Les cafés étaient situés en grande partie sur la voie principale de la Ville-Neuve, le Chemin de Canastel. Rozet, toujours attentif aux détails de la vie

sociale, note à ce propos qu'il a pu voir dans cette rue, « *plusieurs cafés, dont deux assez remarquables* »¹.

Le café en tant qu'espace social reflétait de par sa clientèle les compartimentages socio-ethniques de la société urbaine.

Il semble évident que chaque groupe social devait fréquenter son propre café ; c'était le cas, des Zebentouts qui se retrouvaient à Oran dans un café qui leur était propre. L'établissement n'avait pas d'ailleurs une bonne réputation, et était plutôt considéré comme un lieu mal famé où, « il était permis de jouer et tout individu qui dans une rixe avait battu, blessé ou tué quelqu'un était en sûreté, dès qu'il mettait le pied dans ce café ; il avait droit d'asile » (Walsin-Estehazy, 1850, p. 248).

Les espaces d'échange

Les Marchés

Le plan de 1831 du capitaine Levet n'indique qu'un seul marché situé dans les fossés du Bordj-el-Ahmar (Château-Neuf) ; mais, mentionne par contre le lieu dit *El-Djezzara*, l'étal des bouchers qu'on considère comme marché. De même qu'un acte des habous indique la présence d'un autre marché qui semblait être important mais sans indication de sa localisation.

Néanmoins le capitaine Rozet avait observé que, « devant la porte de l'Est, celle d'Alger (Bab Es-Souq), il y a une petite place autour de laquelle sont des boutiques, en dehors de cette même porte, entre le mur d'enceinte et la petite vallée qui le borde (Aïn Rouina), il en existe une autre sur laquelle se tient le marché »².

Les Boutiques

Les renseignements que nous possédons sur les boutiques nous sont parvenus en grande partie des actes de donations pieuses (habous), en faveur des descendants de Sidi El Houari ou de son mausolée (cf. annexes).

D'autres boutiques situées aux alentours de la mosquée du Pacha ont été également haboussées au profit de cette mosquée, comme il est indiqué sur la plaque commémorative (cf. annexes).

Il semble toutefois que la plus forte concentration de boutiques soit localisée le long du Chemin de Canastel, comme il est montré dans de nombreuses gravures du début de la colonisation. Rozet toujours en bon observateur, note que, « les boutiques sont plus pauvres que celles d'Alger »³. Il importe de faire remarquer que si le capitaine Rozet avait fait

¹ Rozet, C.-A., *Voyage dans la Régence d'Alger, ou description du pays occupé par l'armée française en Afrique*, Paris, 3 vol. et atlas ; cité par René Lespès, Oran, Étude de géographie et d'histoire urbaines. Paris : F. Alcan ; Alger : J. Carbonel, 1938.

² Rozet, C.-A., cité par René Lespès, *op.cit.*, p. 97.

³ *Id.*, p. 97.

état de cette *pauvreté*, c'était à une époque où une grande partie de la population musulmane avait fui la ville à l'approche des troupes françaises ; d'autant plus que, le même observateur relève pertinemment que, « certaines boutiques étaient situées à l'intérieur des marchés, et qu'elles étaient toutes tenues par des juifs »⁴.

Cependant, certaines boutiques situées sur le Chemin de Canastel, notamment celles portant les numéros 65, 67, 81, 83, 87, 93 et 95, appartenaient jusqu'aux premières années de la colonisation à Ibrahim Bouchenaq⁵.

Les propriétaires de ces boutiques appartenaient à différentes catégories ethniques, musulmans sunnites, ibadites, juifs qui exerçaient toutes sortes de métiers et de commerce : cordonniers, tailleurs, tisserands, boulangers etc.⁶.

Les aires d'entreposage

L'activité commerciale, que ce soit, celle concernant les produits d'échanges provenant de l'intérieur du pays ou celle liée à des marchandises débarquées au port, nécessitait l'existence de grands espaces d'entreposage.

Pour les produits acheminés par voie terrestre, les fondouks étaient les lieux les plus appropriés à recevoir les marchandises et à héberger hommes et bêtes. De ce fait, le fondouk avait une triple fonction : hôtellerie, échange et remise.

On avait fait installer les fondouks dans le quartier de la Blanca, sur l'emplacement de l'ancien bâtiment du Colysée, ancienne résidence du gouverneur espagnol, transformé par la suite en théâtre (Lespès 1938, p. 146). Le choix de cet emplacement devait répondre probablement à deux impératifs ; l'étendue de l'espace dégagé et sa situation à mi-distance du port et du Chemin de Canastel, importante artère commerçante de la ville.

De par sa proximité du port, c'est dans le quartier de la Marine que se trouvaient les nombreux magasins d'entreposage laissés par les Espagnols. Bâtiments et magasins creusés dans le roc servaient à l'emmagasinage du charbon, de l'orge, du sel, des vivres de la garnison et de la ville. Ces magasins furent cédés par le bey Mohamed el Kébir, au négociant espagnol Manuel Alvarez Campaña avec lequel il venait de signer le 10 août 1792 un accord commercial pour la création d'une factorerie et d'une fabrique de savon.

⁴ *Id.* p. 97.

⁵ Pièces à l'appui de l'action en ratification intentée par le sieur André Laujoulet, propriétaire à Oran, contre Ibrahim Busnac, le bey de Mascara et de Mostaganem, Mohamed Hadj Hassen, propriétaire et Abraham Benichou, commissionnaire, Marseille, Imp. Marius-Olive, sept. 1843.

⁶ Rozet, C.-A., *op.cit.*

Après l'échec de cet accord commercial, les magasins furent utilisés comme entrepôts portuaires par les affréteurs et les noliseurs juif et espagnol pour les céréales et le bétail, expédiés en Espagne et à Gibraltar à l'aide de tartanes marocaines pendant le blocus maritime imposé par Napoléon 1^{er}.

Les représentations consulaires espagnole et britannique étaient installées dans le quartier de la Marine, leurs maisons donnaient directement sur les quais.

Les lieux de production

Les Moulins

La meilleure preuve que nous avons de l'existence de nombreux moulins à Oran est l'hydronyme de Oued Er-Rehhi (l'oued des Moulins) donné à cette partie de l'Oued Raz-el-Aïn qui coulait entre la Porte de Tlemcen et la mer.

Le plan de 1831, ne signale que deux moulins à eau, alors que du temps des Espagnols, il existait quatre moulins installés le long de l'Oued Er-Rehhi.

L'acte de donation de terrains au profit de la communauté juive, mentionne en 1801, l'existence d'un « *Rehha Er-Rihh* » (moulin à vent), sur la rive droite de l'Oued Raz-el-Aïn.

À l'instar des autres bâtiments faisant l'objet de donations pieuses les moulins constituaient la plus grande partie des sources de revenus pour les habous ; comme en témoigne l'acte de donations habous suivant :

« Louange à Dieu Unique

Le détenteur du présent Sid Mohamed Ben Abi Zar, déclare avoir reçu des meuniers Bou Abdallah et son associé Sliman, la somme de 15 sultanis en argent, pour loyer du moulin constitué habous : moitié au profit de cheikh el Houari et moitié au profit de sa mosquée...

Fait devant le cheikh cadî, Sid Ben Saber et le rédacteur du présent à la date du premiers tiers de Safar el Kheir année 1242, correspondant à l'année 1827 de l'ère chrétienne, Salut...» (Didier, 1931).

Les fours à chaux

La forte production de la chaux, comme matériau indispensable aux chantiers de construction des fortifications avait nécessité du temps des Espagnols, la création de nombreux sites de production, proches des carrières de la pierre calcaire. Les fours à chaux installés sur ces sites employaient de nombreux ouvriers. Le quartier de la Calera nom espagnol du four à chaux, constituait le plus important site de production. Il allait de même, pour la carrière d'Astorfe, nom hispanisé du lieu-dit « El Djorf », grande carrière située à l'extérieure de la muraille d'enceinte, en face du fort Saint-André.

Cette carrière toute proche du site d'implantation de la Ville-Neuve, avait continué d'être exploitée à partir de 1792 pour les besoins de la construction de la ville ; ce qui donna d'ailleurs le nom de *Bab-el-Djiara* (la Porte des Chauffourniers) à cet endroit de la ville.

El Medjezera (l'abattoir)

Ce lieu indiqué sur le plan de la ville de 1831 était situé tout près du lieu-dit « El Djezara » (l'étal des bouchers). Deux autres abattoirs étaient mentionnés au niveau du quartier de la Marine, il semblerait qu'ils soient réservés à l'abattage des animaux destinés à l'usage de la population européenne.

Les Tanneries

Paradoxalement, les tanneries n'étaient pas situées à proximité de l'abattoir. C'est assurément en raison de l'abondance de l'eau des nombreuses sources qui se trouvaient dans le Ravin de la Mina que les tanneries y étaient installées⁷ ; où, des observateurs avaient pu noter que, « des tanneurs arabes exerçaient leur profession dans des cuves creusées dans une pierre blanche tendre »⁸.

Rozet, toujours perspicace dans ses observations avait noté la présence de nombreuses tanneries et des « fabriques de maroquin jaune et rouge »⁹.

Les projets d'activités manufacturières avec les Espagnols

En prenant possession de la ville, le bey ne trouvait ni activités artisanales florissantes qu'auraient animées les habitants musulman et juif, ni un semblant de production manufacturière qu'aurait laissée les Espagnols. C'est pour dire que l'industrie du temps de leur occupation se limitait à l'exploitation des carrières (pierre à chaux, gypse) et à la production des matériaux de construction (pierre taillée, chaux, pisé etc.) que nécessitait l'édification des maisons et le confortement des fortifications. L'essentiel de l'approvisionnement en denrées indispensables à la vie quotidienne était importé d'Espagne.

La quasi-inexistence de l'activité productive incita le bey Mohamed el Kébir de faire de sa nouvelle capitale provinciale non seulement un important port de commerce ; mais, il ambitionna d'en faire également un centre manufacturier qui serait capable de satisfaire les besoins du beylik de l'Ouest en produits manufacturés de première nécessité et en armement

⁷ Dans son Annuaire de l'Algérie et de la Tunisie (Alger, 1886) ; Charles Guillon notait que jusqu'en 1886, dans la rue de la Mina, des tanneurs algériens continuaient à y exercer leurs activités : El Aïachi Boubeker, Fatma bent Mohamed El Hadj Salem et Kaddour Berridane.

⁸ Archives du Commandant Gaston Pellecat, Société de Géographie et d'Archéologie d'Oran (1926).

⁹ Rozet, cité par René Lespès, *op.cit.*, p. 97.

lourd. Sous cet angle, le bey Mohamed el Kébir comme dans bien des domaines, faisait montre de vues plus étendues que la plupart de ses contemporains.

À cet effet, il n'hésite pas de faire appel pour l'aide technique à des industriels espagnols pour créer deux fabriques, l'une de canons et une autre de savon.

Sur ce point le bey ne faisait que de montrer sa bonne volonté de coopérer avec le gouvernement espagnol qui, malgré le traité conclu en 1786 sur l'abandon d'Oran et de Mers-el-Kébir, avait mis tant d'atermoiements pour les évacuer et ce, pour pouvoir obtenir des Algériens des avantages commerciaux dans la Régence, et plus particulièrement dans le Beylick d'Oran.

La fabrique de savon

C'est dans ce cadre que le bey Mohamed el Kébir entra en négociation avec Manuel Alvarez Campaña pour l'ouverture à Oran par ce négociant espagnol, d'une factorerie comparable à celle qu'il fonda à Dar-el-Beïda (Casablanca). Pour cela, le bey était prêt à lui céder les bâtiments de l'ancienne manutention militaire espagnole donnant sur le port. Mais, en échange de la création de cette factorerie, Campaña se montra particulièrement intéressé par le négoce des céréales et du bétail. Qu'à cela ne tienne, le bey accepte et, en plus de la factorerie, les deux parties s'entendent, par un accord signé le 10 août 1792, de se partager les frais d'installation et de fonctionnement d'une fabrique de savon.

Cependant la « *Barilla* », produit de base pour la fabrication du savon est importée d'Espagne. Pour réduire le coût de production, le bey Mohamed el Kébir, toujours entreprenant, décide d'encourager aux côtés des autres cultures spéculatives, tabac, coton, etc., celle de la soude nécessaire à la production de savon.

Pour la maison Campaña, elle semblait plus intéressée à développer les activités commerciales de la factorerie que de créer une industrie sur l'autre rive de la Méditerranée qui serait susceptible de concurrencer leurs produits manufacturés tels que le savon, qu'ils exportent dans les pays du Maghreb. Raison pour laquelle, d'ailleurs, ils firent preuve de beaucoup de réticence lorsqu'il s'était agi de la culture sur place de la barilla pour la fabrication du savon.

Le projet de fonderie de canons

Dans ses nombreux sièges contre les Espagnols occupant Oran et Mers-el-Kébir, le bey Mohamed el Kébir avait compris l'importance d'une artillerie forte et concentrée ; il ne manquait pas d'admirer par ailleurs, la grande habileté des artilleurs espagnols dont la justesse des tirs de boulets causèrent de grands dégâts parmi ses troupes médiocrement équipées en

canons qui rendaient illusoire toute réussite de siège dans ces conditions. Ainsi donc, comme le fait judicieusement remarquer Tayeb Chenntouf, « Cette faiblesse en matière d'armements est ressentie surtout face aux Espagnols depuis le XVI^e siècle. À la fin du XVIII^e siècle, si la menace espagnole s'estompe, les besoins en armement demeurent toujours aussi vifs. Mohamed el Kébir, avant de devenir un grand bey, était aussi un grand guerrier. Tout au long des négociations algéro-espagnoles, la question de l'armement restera une de ses préoccupations » (Chenntouf, 1981, pp. 159-175, p. 169).

Dans le contingent des Espagnols qui avaient répondu à l'appel du bey Mohamed el Kébir pour le relèvement économique de la ville, figuraient deux ingénieurs, Juan Ruiz et Julian Villaréal. Ces derniers furent présentés au bey par l'entremise de Santiago Grimaud en faisant valoir, « qu'ils étaient d'habiles mineurs, fondeurs de bronze et maîtres-facteurs de poudre »¹⁰. Le bey les mit aussitôt en service, en les envoyant en prospection minéralogique dans toute la région pour qu'ils rapportent des échantillons de minerais. Il leur accorde même l'autorisation lors d'un voyage qu'ils font en Espagne pour recruter quatre brûleurs de soude pour le compte de la fabrique de savon, et de ramener par la même occasion leurs familles. Trois mois passés à Oran sans que les deux ingénieurs ne parviennent à réussir leurs expériences répétées de fusion du bronze. Tout le monde s'accorde en dernière instance à reconnaître leur incompétence dans ce domaine.

Devant cet échec, le bey Mohamed el Kébir renonça définitivement à son projet et consentit sans difficulté à la demande du consul général d'Espagne à Alger, Don Manuel Asprer pour le retour en Espagne de Juan Ruiz et Julian Villareal. Ces derniers s'embarquent avec leurs familles, le 15 février 1793 sur un bateau en partance pour Alicante après que le vice-consul eut remboursé leurs dettes.

L'échec de cette expérience de fonte de canons satisfait pleinement aussi bien le dey que les Espagnols. Le premier craignant que la fabrication et la possession de canons en bronze ne puisse permettre de faire naître chez le bey Mohamed el Kébir quelque velléité d'indépendance pour la province de l'Ouest ; pour les seconds, ils restent profondément attachés au principe adopté par toutes les puissances chrétiennes de ne jamais livrer les secrets de fabrication d'armes lourdes aux pays musulmans et en l'occurrence à la Turquie.

En définitive, ces deux projets de proto-industrialisation tentés par le bey Mohamed el Kébir, en coopération avec l'ancienne puissance occupante, la Maison Campaña pour la fabrique de savon, et les deux ingénieurs, Juan Ruiz et Julian Villaréal pour la fabrique de canons ; s'ils échouèrent aussi lamentablement, c'était beaucoup plus, en raison de l'inadéquation des

¹⁰ Correspondance Asprer-Alcuida, 2 février 1793 ; in, Chenntouf Tayeb, *op.cit.*, p. 171 note 2.

rapports entre le centre politique de la Régence et sa périphérie, et plus particulièrement son incapacité à promouvoir une vraie politique de transfert technologique et de développement économique basée sur des moyens de productions locaux que, de la réticence voire même de l'hostilité des puissances européennes à voir se développer en marge de leur région ; en dehors même, de toute considération religieuse ou idéologique, une aire économique et manufacturière qui pourrait mettre en danger leurs monopoles.

Le commerce maritime

Sur le plan économique, le bey Mohamed el Kébir avait développé bien avant la reconquête d'Oran, une ambitieuse et rentable politique d'exportation de produits agricoles vers l'Europe à partir du port d'Arzew devenu le principal port d'exportation du beylik de Mascara, du temps où Oran était encore sous occupation espagnole. Venture de Paradis, nous a laissés de précieux témoignages de cette fébrile activité déployée par le bey sur le plan de la diversification des produits destinés à l'exportation : blé, laine, miel, cire, sel, coton, riz et même le tabac. Il note à ce sujet que, « le commerce des grains date du règne de Mohamed Bey, et il devient tous les jours plus important. La culture des terres a été surtout beaucoup encouragée dans le gouvernement du Ponant ; le bey de Mascara a fait construire quelques magasins à la plage d'Arzew (Mersa el-Kebir). Il y tient un vekil qui paye argent comptant et sans délai tout le blé que les Arabes y portent et leur donnant quelque chose en sus de ce qu'ils vendraient au marché. Il revend ensuite ce blé et cet orge avec la permission du dey aux bâtiments espagnols et français qui viennent le prendre » (Venture De Paradis, 1895, p. 286).

Parallèlement à la spécialisation du port d'Arzew dans l'agro-exportation, il y développa une extraordinaire politique pourrait-on dire tarifaire, taxant à des niveaux variables les exportations des produits agricoles selon leur grande demande par les pays européens, notamment le blé. Venture de Paradis nous explique par quelle méthode les beys arrivaient-ils par le quasi-monopole imposé au commerce du blé, à faire de si fructueuses rentrées d'argent, « Les beys de Constantine et de Mascara, écrit-il, achètent le blé au prix courant et le revendent au plus offrant et dernier enchérisseur. Cette année le bey de Mascara a vendu plusieurs chargements aux Espagnols. Il l'achète à 2 pataques chiques la mesure, qui est le prix courant de la place, et il la revend à 7. Mais les grands tiennent compte de ses profits, et il serait peu politique s'il ne les partageait point avec eux, en augmentant les présents d'usage. Le bey de Mascara encourage la culture dans sa province, en donnant quelque chose de plus que la rahbé pour les chargements qui se font. Il fait ensemençer pour son compte et il s'associe » (Venture de Paradis, 1895, p. 286).

L'exutoire portuaire

Avec la reprise d'Oran, parallèlement aux politiques de repeuplement et d'urbanisation qu'il entame, le bey Mohamed el Kébir, ne néglige pas l'aspect économique de la ville reconquise d'autant plus qu'elle est dotée d'une importante infrastructure portuaire mieux adaptée que le port d'Arzew pour recevoir des navires de tonnage assez important.

Il entreprit aussitôt de rendre à la ville la place qu'elle mérite dans le réseau des villes portuaires méditerranéennes. Prenant appui sur les avantages commerciaux que pourrait lui procurer le port d'Oran avec le rétablissement des échanges maritimes, le bey avait pour idée que le port ne serait que l'exutoire d'une économie provinciale, basée essentiellement sur l'agro-exportation des céréales vers l'Europe. Rappelons que nous sommes encore à une période où, la concurrence des blés de Russie, notamment d'Ukraine était encore très loin d'inquiéter les exportations céréalières algériennes vers l'Europe.

Le rôle qui était dévolu jusque-là au port d'Arzew, va être dorénavant celui du port d'Oran.

Ainsi donc, en application des clauses commerciales du traité de 1786 et en particulier la convention du 12 septembre 1791, par laquelle, l'Espagne réussit en fin de compte à obtenir du dey, le droit de commercer librement à Oran et à Mers-el-Kébir ; et par privilège spécial tous ses navires seraient admis dans tous les ports moyennant seulement l'acquittement des droits (Lespès, 1934, pp. 277-335 et p. 52).

Cependant, les Espagnols par l'intermédiaire de leur vice-consul à Alger, Miguel Larréa, ne réussirent pas à infléchir la volonté des Algériens sur deux points : le port d'Arzew qui reste interdit à l'accostage des navires espagnols et les céréales qui seront vendues à la nation qui paiera le plus cher (Chenntouf, 1981, pp. 173).

En effet, à partir des guerres de la 1^{re} Coalition (1798-1801), le bey d'Oran avait compris tout l'avantage qu'il pourrait tirer de ces guerres en faisant jouer au port d'Oran le rôle de port neutre, abritant et ravitaillant tous les belligérants. Il arrivait souvent en ces moments-là, que des bricks alliés espagnol et anglais croisaient des bricks français dans le port d'Oran (Benkada, 2006, p. 24).

À la suite de la disparition prématurée du bey Mohamed el Kébir en 1799, ses successeurs continuèrent néanmoins à œuvrer dans le sens de la politique économique qu'il leur avait tracé ; mais, en ce début du XIX^e siècle, la conjoncture politique et militaire en Europe d'une manière générale et en Méditerranée de manière particulière, marquée notamment par la guerre maritime, avait bien changé. Il faut rappeler que depuis l'expédition d'Égypte, les relations tant sur le plan politique qu'économique entre Alger et le gouvernement français s'étaient fortement détériorés.

En effet, l'une de ces premières conséquences de la guerre maritime entre puissances européennes fut bien le blocus continental qui avait coupé les ports algériens de leurs clients traditionnels, Marseille, Livourne, ports espagnols etc.

Cependant, en dépit de ce blocus imposé par Napoléon 1^{er} dans le but de fermer au commerce anglais tous les ports du continent européen y compris ceux de la Méditerranée, dont le principal poumon pour l'Angleterre était Gibraltar ; seuls les ports du beylick de l'Ouest : Rachgoun, Mers-el-Kébir, Arzew, Mostaganem, Ténès ; mais c'était surtout le port d'Oran, ce dernier séparé des côtes espagnoles seulement par un étroit bras de mer que les escadres françaises ne pouvaient contrôler efficacement, maintenait ses échanges commerciaux avec les ports espagnols et notamment avec Gibraltar. On peut même dire que ces échanges s'étaient développés tant la demande en bétails et en céréales s'était accrue en raison des difficultés d'approvisionnement dues au blocus maritime.

À ce titre, les échanges commerciaux par voie maritime du port d'Oran étaient durant cette époque, presque totalement détenus par des juifs étrangers, Espagnols originaires de Gibraltar notamment, qui entretenaient un réseau tenu de relations commerciales avec leurs coreligionnaires installés dans les différents ports méditerranéennes (Livourne, Marseille, Tunis etc.).

Raison pour laquelle, les beys d'Oran avaient pris habitude de choisir leurs représentants commerciaux parmi les juifs de Gibraltar. A l'instar d'Alger qui avait ses Bouchara, ses Bacri, et ses Bouchenak (Busnach) ; Oran avait pour sa part Aron Cardozo, Salomon Pacifio, Taourel et David Duran. Ce dernier, chef de la Nation juive de Gibraltar occupait en même temps les fonctions de consul général de la République de Raguse (Dubrovnik, actuellement) s'employait également avec zèle à développer les relations commerciales avec le port Oran.

De même que des agents consulaires anglais et français étaient en relation permanente avec les juifs de Gibraltar installés à Oran (Vilar, 1975, pp. 67-73).

Les transactions commerciales portaient essentiellement sur le bétail et les céréales expédiés vers Malaga, Carthagène, Almería, Algésiras et en particulier vers Gibraltar ; le transport se faisait à l'aide de tartanes marocaines. En dépit des blocus continentaux que se sont imposés mutuellement Français et Anglais en Méditerranée ; les échanges commerciaux entre Oran et les ports espagnols et particulièrement les Anglais de Gibraltar se sont maintenus malgré tout.

À ce titre, notait Meunier à propos du port d'Oran, « le mouvement des marchandises du port avait une importance assez considérable sous la domination turque » (Meunier, 1890, pp. 212-332, p. 50). D'après une note rédigée par Pézerat en 1834, portant sur l'utilité de création d'un port

marchand à Oran, on exportait annuellement selon ses propres estimations « de 30.000 à 60.000 quintaux de laine, de 10.000 à 12.000 quintaux de cuir, de 3.000 à 4.000 quintaux de peaux de chèvres, de 60.000 à 70.000 chargements de blé, de 500 à 3.000 fanègues » (Meunier, 1890, pp. 212-332, p. 50).

De 1807 à 1830, des transactions importantes ont été passées par des négociants juifs établis à Oran. La note de Pézerat mentionnée plus haut, cite les noms de ces négociants juifs comme les frères Euberz, chargeant en 1808 à eux seuls 87 navires en quatre mois, et un certain Juda Ben Ozezizio qui exporta en deux ans (1813-1814), 100.000 bœufs à destination de l'Espagne. Ainsi que le consul d'Espagne à Oran qui acheta 400 chevaux pour le compte de son gouvernement¹¹. L'agent consulaire de France à Oran Augustin Négroto, aurait effectué en 1810, de pareilles transactions pour le compte de son pays.

En 1829, un seul négociant à Oran expédiait sur Gibraltar 70.000 fanègues de blé et d'orge ; et à peu près autant pour d'autres destinations. Le même exportateur, et dans la même année, fournissait 3.000 bœufs¹².

En contrepartie, les articles qui constituaient l'essentiel des importations consistaient en produits manufacturés tels que : tissus, quincaillerie, verroterie, denrées tropicales (tabacs, sucre épices etc.).

En somme, l'essentiel des échanges commerciaux entre Oran et la péninsule ibérique passait par les courtiers juifs, espagnols en particulier¹³.

C'est dire sur ce point l'importance que revêtait dans ce cas le port d'Oran pour l'économie méditerranéenne de l'Espagne et la volonté politique que celle-ci déployait auprès des beys pour maintenir sa place de première puissance européenne à commercer avec ce port de la Régence d'Alger. La pérennité de sa présence politique et commerciale par l'existence d'un vice-consulat à Oran jusqu'à l'occupation française de la ville en 1831 en est la preuve la plus forte.

Ces relations commerciales avec Gibraltar par le biais des agents juifs, vont particulièrement connaître une intense activité durant la guerre de résistance qu'opposait l'émir Abd-el-Kader aux Français à partir de 1832. Son délégué à Fès, Hadj Taleb Benjelloun, traitait avec les marchands de Gibraltar par l'intermédiaire de Ben Abby, juif, chargé d'affaires du sultan du Maroc dans cette ville. De même que, de nombreux juifs étaient au service

¹¹ - Bloch, I. (1886, juillet-septembre). « Les Israélites à Oran de 1792 à 1815 d'après des documents inédits ». *Revue des Études Juives*, t. XIII, pp. 85-104.

- Meunier, G., *op.cit.*

¹² La fanègue d'Oran représentait, 102 litres, soit de 0,7 à 0,8 quintal ; cf. Lacoste, Y., Nouschi, A. et Prenant, A. (1960). *L'Algérie, passé et présent*. Paris : Les Éditions Sociales, p. 213.

¹³ Bloch, I., *op.cit.*

de l'émir algérien comme agents consulaires, négociants, interprètes etc., tels que : Mardochée Amar et Judas Ben Duran (le fameux Bendran).

Un groupe de négociants juifs oranais, Busnach, fils de l'associé de Bacri, Lasry, Podesta, Judas Sabah et Makhlouf Benaim ; protégés par l'émir, fondèrent une maison de commerce pour effectuer des transactions entre Gibraltar et le port de Rachgoun¹⁴.

¹⁴ Benkada, S., « Un moment de l'histoire séfarade : la reconstitution de la communauté juive d'Oran (1792 -1831) », University of California, Irvine, American Institute of Maghrebi Studies (AIMS), conférence sur *Rethinking Jewish Culture and Society in North Africa*, American Legation Museum, Tanger, 22-25 juin 2004.